



Rapport final

Neuvième atelier régional du Cluster Francophone

« Les émissions de GES et leurs potentiels d'atténuation pour les secteurs du traitement des déchets et de l'AFAT : aspects théoriques et applications via le logiciel du GIEC »

Échange d'expériences

Saly, Sénégal, 5-7 Février 2019 – Lamantin Beach Hôtel



© R. van der Laan

Date et lieu :

Du 5 au 7 février à Saly au Sénégal.

Comité d'organisation :

Cet atelier a été organisé par le Cluster francophone du Partenariat sur la Transparence dans l'Accord de Paris (PATPA) avec l'appui financier de l'Allemagne, de la Belgique, de la FAO, de la France, du Programme mondial du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et ONU pour l'environnement et la Suisse, conjointement avec le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable de la République du Sénégal.

Modération :

- Ruben van der Laan

Consultant indépendant, modérateur.

Email : info@rubenvanderlaan.com

- El Hadji Diagne

Directeur Général « Afrique - Energie – Environnement », co-modérateur.

Email : emdiagne@hotmail.com

Documentation :

Ruben van der Laan, El Hadji Diagne, Amélie Dupuy-Seltmann

Contact :

Pour de plus amples renseignements sur le Cluster francophone et les activités du PATPA, veuillez consulter :

- le site internet du Partenariat :

<https://www.transparency-partnership.net/>

- la page du site internet dédiée au Cluster Francophone :

<https://www.transparency-partnership.net/activity/partnership-francophone>

Pour une prise de contact direct, veuillez adresser un courriel à :

- info@transparencypartnership.net

Version du 12.04.2019

Sommaire

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	4
1 INTRODUCTION	5
1.1 CONTEXTE	5
1.2 CADRE ET OBJECTIFS DE L'ATELIER	5
1.3 PARTICIPANTS ET EXPERTS	6
1.4 SYNTHÈSE ANALYTIQUE DU QUESTIONNAIRE EX-ANTE	7
1.5 ATTENTES DES PARTICIPANTS DE CET ATELIER.....	8
2 RESULTATS DE L'ATELIER.....	8
2.1 DEROULEMENT	8
2.2 MESSAGES CLES RESULTANTS DE L'ATELIER.....	14
2.2.1 Principaux défis.....	14
2.2.2 Recommandations.....	15
3. ANNEXES	18
ANNEXE I – AGENDA FINAL DE L'ATELIER	18
ANNEXE II – STATUT PAYS DU CLUSTER FRANCOPHONE RBAs ET SOUTIENS REÇUS PAR INITIATIVES ET PAYS EN LIEN AVEC LE CADRE DE TRANSPARENCE	22
ANNEXE III – SYNTHÈSE ANALYTIQUE DE L'ÉTAT D'INSTITUTIONNALISATION DES INVENTAIRES DE GES	23
ANNEXE IV – SYNTHÈSE ANALYTIQUE DU RÔLE DES INVENTAIRES DE GES DANS L'IDENTIFICATION DES MESURES D'ATTENUATION	23

Liste des sigles et abréviations

En français	En anglais (ou allemand)
AFAT : Agriculture, Foresterie et Affectations des Terres	AFOLU : Agriculture, Forestry and Other Land Uses
-	CBIT : Capacity Building Initiative on Transparency
CCNUCC : Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique	UNFCCC : United Nation Framework Convention on Climate Change
CDN : Contribution déterminée au niveau national	NDC : Nationally Determined Contribution
CN : Communication Nationale	NC : National Communication
COP : Conférence des Parties	COP : Conference of Parties
Initiative sur la Transparence de l'Action Climatique	ICAT : Initiative on Climate Action Transparency
GES : Gaz à effet de Serre	GHG : Greenhouse Gas Emissions
GIEC : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat	IPCC : Intergovernmental Panel on Climate Change
GIZ : <i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit - GmbH</i>	GIZ : <i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit - GmbH</i>
-	ICAT : Initiative on Climate Action Transparency
MNV : Mesure, Notification et Vérification	MRV : Measuring, Reporting and Evaluating
M&E : Suivi & Evaluation	M&E : Measure and Evaluate
Partenariat pour la Transparence dans l'Accord de Paris	PATPA : Partnership on Transparency in the Paris Agreement
ODD : Objectifs de Développement Durable	SDG : Sustainable Development Goals
PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement	UNDP : United Nation Programme for Development
PNUE : Programme des Nations Unies pour l'Environnement ou ONU Environnement	UNEP : United Nations Environment Programme
RBA : Rapport Biennal Actualisé	BUR : Biennal Update Report

1 Introduction

1.1 Contexte

En mai 2010, lors du Dialogue Climat de Petersberg, le Partenariat International sur l'Atténuation et le MNV (dispositifs de mesure, notification et vérification – en anglais *Measuring, Reporting, Verifying, MRV*) fut créé suite à l'initiative de trois pays : l'Afrique du Sud, la Corée du Sud et l'Allemagne. L'objectif clé de cette initiative était de promouvoir une action climatique plus ambitieuse aiguillée par un dialogue politique et des échanges d'expériences. En 2015, l'Accord de Paris a introduit le Cadre de Transparence Renforcé. Celui-ci a pour tâche de faciliter et de catalyser la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national (CDN – *Nationally Determined Contribution, NDC*) ayant pour but de maintenir la température globale moyenne bien en dessous de 2°C de l'ère industrielle, de poursuivre les efforts pour limiter la hausse de température à 1,5°C et finalement d'augmenter continuellement le caractère ambitieux des CDNs.

Le Partenariat, créé en 2010, a pris à partir de 2016 pour nouveau nom « le Partenariat pour la Transparence dans l'Accord de Paris ». Ce choix se veut de refléter les nouveaux enjeux émergeant des règles de transparence fixées à Paris.

Le Cluster Francophone du Partenariat a été créé en 2013 en collaboration organisationnelle et financière avec les administrations belge (SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement), française (Ministère de la Transition Écologique et Solidaire) et suisse (Office Fédéral de l'Environnement).

Ce Cluster a pour but – tout comme le Partenariat – d'élargir et d'approfondir les échanges d'informations, d'expertises et d'expériences, de bonnes pratiques ainsi que d'études de cas entre environ 25 pays francophones, notamment sur les sujets suivants :

- les inventaires d'émissions de gaz à effet de serre (GES) ;
- le MNV en général ;
- le suivi d'actions d'atténuation et des contributions déterminées au niveau national ;
- le suivi et l'évaluation (M & E en anglais) des actions d'adaptation ;
- la transparence du soutien.

Dans le cadre de ses activités, ce neuvième atelier régional a permis de prolonger les échanges entre les membres du Cluster Francophone débutés à Tunis en 2013 et qui se sont poursuivis lors de différents webinaires et ateliers régionaux.

1.2 Cadre et objectifs de l'atelier

Ayant pour titre « [Les émissions de GES et leurs potentiels d'atténuation pour les secteurs du traitement des déchets et de l'AFAT : aspects théoriques et applications via le logiciel du GIEC](#) », ce neuvième atelier a placé pendant 3 jours au cœur des discussions les systèmes nationaux d'inventaire de GES. Ce sujet des inventaires d'émissions de GES a déjà été traité dans le cadre du Cluster, notamment sur les thèmes de l'institutionnalisation et des secteurs de l'énergie ainsi que de l'AFAT. Ce neuvième atelier du Cluster fran-

cophone a eu pour but de continuer d'explorer le secteur de l'AFAT tout en ajoutant une nouvelle thématique, celle du traitement des déchets. Cela a permis de mettre l'accent sur des secteurs complexes à appréhender et à fort enjeu parmi les membres du Cluster francophone, avec ces deux secteurs pouvant avoir des liens avec d'autres comme le secteur de l'énergie, notamment avec la récupération d'énergie lors de l'incinération d'ordures ménagères ou avec la problématique du bois énergie. En effet, la thématique énergétique reste un enjeu central pour les pays au sein du Cluster francophone.

Sur ces deux thématiques retenues, le niveau d'expertise des experts nationaux a été très varié selon le pays et l'état de mise en place du système d'inventaire. Les **objectifs de cet atelier** furent donc multiples :

- **Renforcer la capacité des inventaristes** des pays francophones sur des secteurs complexes ;
- **Former les experts aux méthodes d'inventaire d'émissions de GES** via des approches plus concrètes basées sur des exercices pratiques et l'application de la méthodologie 2006 du GIEC, à travers l'usage du logiciel d'inventaire du GIEC qui est disponible gratuitement ;
- **Echanger des expériences nationales** notamment sur les succès et les défis en termes de système d'information.
- **Tirer le meilleur parti du réseau d'experts francophones d'Afrique** constitué au fil des ateliers du Cluster francophone et renforcer les échanges d'informations et de bonnes pratiques de façon pérenne.

Afin d'atteindre ces objectifs, l'atelier a été structuré de telle façon qu'au cœur des trois jours ont eu lieu des travaux dans deux groupes distincts, partageant les experts nationaux entre le secteur « Déchet » et « AFAT ». De sorte à renforcer les capacités des inventaristes, et autres acteurs affectés par cette procédure, plusieurs boucles d'exercices pratiques en lien avec le logiciel du GIEC ont appuyé les explications théoriques. À cela se sont ajoutées à plusieurs reprises des possibilités d'échanges d'expériences permettant de mettre en valeur le réseau d'experts francophones d'Afrique.



© R. van der Laan

1.3 Participants et experts

Venant de 20 pays francophones, principalement de l'Afrique subsaharienne ainsi que de l'Afrique du Nord, 62 participants, dont près de 30% de femmes, se sont réunis pour prendre part à cette formation. Les experts nationaux invités représentaient non seulement les ministères de l'Environnement, mais aussi d'autres ministères sectoriels compétents en matière d'expertise technique en lien avec les sessions sectorielles « Déchet » et « AFAT ». Pour cela, les participants qui ont été conviés sont principalement coordinateurs et inventaristes impliqués dans le système national d'inventaire et en charge dans leur pays respectif de thématiques telles que l'agriculture, les forêts, la gestion des sols et/ ou les ressources en eau.

Afin d'aborder la thématique des inventaires de gaz à effet de serre, un appui d'experts de la FAO et du CITEPA (Centre Interprofessionnel Technique d'Etude de la Pollution Atmosphérique) respectivement pour le secteur « AFAT » et « Déchet » a permis de renforcer la capacité des participants. D'autre part plusieurs experts internationaux venant de la Convention Cadre des Nations-Unies pour le Changement Climatique

(CCNUCC), de la *Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit – GmbH* (GIZ), et de l'agence de service public fédéral belge Santé Publique, Sécurité de la Chaîne Alimentaire et Environnement (SPF Belgique), ainsi que d'autres représentants des initiatives, telles que la *Capacity Building Initiative for Transparency* (CBIT) et la *Initiative for Climate Action Transparency* (ICAT), ont pu être consultées comme « personnes-ressources » pour répondre aux questions des participants.

1.4 Synthèse analytique du questionnaire ex-ante

Les participants ont pu répondre à un questionnaire préliminaire qui leur avait été envoyé avant le début de l'atelier afin de leur faire **faire un état des lieux dudit processus d'inventorisation des émissions de gaz à effet de serre**.

Celui-ci a pour but de permettre aux sondés de visualiser les acteurs clés concernés par le processus d'inventorisation. En cela, il était, entre autres, question de déterminer l'état des inventaires, quelles lignes directrices sont utilisées par les sondés, la fréquence de ces inventaires, les défis rencontrés et quelles pistes de pérennisation existent.

Au total 32 personnes, environ la moitié des participants, ont rendu celui-ci. Ce groupe composé en plus grande nombre de coordinateurs et d'inventoristes sectoriels, ainsi que de points focaux et de fournisseurs de données, ont pu juger de l'état de leur inventaire dont il ressort que la plupart le qualifie soit de rudimentaire, soit de satisfaisant. La réflexion qui a pu être menée sur le processus d'inventorisation montre une concentration d'un tiers des sondés qui s'orientent encore aux lignes directrices 1996 du GIEC. La tendance qui vacille entre des inventaires jugés rudimentaires ou satisfaisants débouche sur plusieurs pistes d'amélioration. Il est à noter que la majorité des équipes nationales, s'occupant des inventaires, sont épaulées par des experts locaux. Cependant, afin de maintenir et pérenniser ce système, il a été jugé qu'un renforcement des capacités dans le temps serait nécessaire. Pour conclure, plusieurs autres pistes d'amélioration abordent la problématique du cadre institutionnel tant au niveau du degré de formalisation qu'au niveau organisationnel.

Au niveau de l'utilisation du réseau créé par le Cluster francophone, bien qu'un petit nombre a eu l'occasion de l'utiliser, il a été constaté que les prises de contact parmi ce lot de 32 sondés n'ont pas été très fréquentes, voir absentes. Cependant, les attentes des participants, experts eux-mêmes formant ce réseau, cristallisent la perception des bénéfices que peuvent apporter son développement. Elles soulignent aussi l'intérêt porté à l'animation de ces échanges (voir 1.5.).

En **annexe II** se trouve aussi le statu des RBAs par pays appartenant au Cluster Francophone ainsi que les soutiens reçus par initiatives et en lien avec le Cadre de Transparence Renforcé.

1.5 Attentes des participants de cet atelier



© A. Dupuy-Seltmann

Les **attentes émises par les délégations présentes** ont déterminé un intérêt vif à deux niveaux : l'**objectif de développement d'outils de connaissances** ainsi que la **pérennisation de leurs usages**. Maîtriser et renforcer ces connaissances de l'utilisation du logiciel GIEC 2006 furent donc une attente partagée par la majorité des pays. Partant d'une approche plus globale permettant de comprendre les enjeux et les aspects d'opérationnalisation des lignes directrices 2006 en comparaison avec celle de 1996, les autres attentes se focalisaient sur des aspects plus techniques et détaillés du processus de mise en œuvre.

En effet, au niveau de l'application de ces connaissances, cela signifie aussi pour les acteurs concernés d'appréhender et de consolider leur compréhension du système de collecte et d'analyse de données, les facteurs qui le composent, les données qui sont nécessaires pour répondre aux critères qualitatifs, les calculs et finalement ce que les bénéficiaires du système national d'inventaire signifient allant au-delà du rapportage pour la CCNUCC.

Pour terminer, les attentes ont clairement mis une emphase sur l'échange d'expériences et le réseautage. L'importance de ce dernier comme outil-levier est reconnu. Formant un cadre où les bonnes pratiques, enjeux et défis peuvent être partagés, il stimule la concrétisation du Cadre de Transparence Renforcé. Le défi sortant de l'atelier pourrait donc être de stimuler cet outil qu'est le réseautage et d'opérationnaliser les pistes de réflexions à ce sujet afin de profiter durablement de ses bénéfices.

2 Résultats de l'atelier

2.1 Déroulement

L'atelier a été introduit par un discours de bienvenue présenté par M. Klaus Wenzel (GIZ), représentant le Cluster francophone, encourageant à user de la valeur ajoutée de ce réseau d'experts francophones d'Afrique. Puis Mme Madeleine Sarr Diouf, représentante du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD, République du Sénégal) a à son tour prononcé un discours de bienvenue reflétant l'esprit de « *teranga* » (hospitalité en langue wolof) du pays hôte, le Sénégal et soulignant que cet atelier « répond à un besoin exprimé par un bon nombre de pays francophones dans leur Contribution Déterminée au niveau National ».

Ensuite, M. Dominique Revet, responsable de programmes à la CCNUCC, a présenté un aperçu des décisions concernant le Cadre de Transparence Renforcé et des dispositifs procéduraux qui en découlent.

Retour sur les décisions de la COP24 à Katowice

La dernière Conférence des Parties sur le climat (COP24), qui a eu lieu à Katowice, Pologne, en décembre 2018, a permis de définir les règles de mise en œuvre de l'Accord de Paris. Parmi les volets structurant ces règles et qui sont appelés communément en anglais le *Rulebook*, l'un d'entre eux aborde plus spécifiquement la question du Cadre de Transparence Renforcé (Art. 13 de l'Accord de Paris).

Un point phare qui en ressort est le caractère des règles auquel les pays Annexe I et Non-Annexe seront confrontés et qui sera plus strict à partir d'au plus tard 2024. Cela demande aux pays de se familiariser dans les délais les plus optimaux avec les lignes directrices 2006 du GIEC afin de faciliter leur intégration avec le processus directeur qui sera à la base du cadre de transparence nationale.

Points clés sortant de l'évolution entre les lignes directrices 1996 et 2006

L'évolution des lignes directrices entre 1996 et 2006 se cristallise principalement autour de trois points : la **méthodologie améliorée**, **des données par défaut complétées voir mises à jour** et **l'intégration des Good Practice Guidelines**

► Pour plus de détails sur la direction à prendre au sujet de la transparence des inventaires de GES pour les pays en développement, consulter la présentation de Dominique Revet, disponible sur le site du Partenariat ([PDF](#), en version anglaise).

M. Sabin Guendehou, expert représentant le GIEC, a suivi en introduisant les participants à l'utilisation du logiciel GIEC facilitant les inventaires de GES. Il a surtout passé en revue quelques éléments transversaux du logiciel, tels que la définition et les responsabilités des rôles ainsi que la gestion des fichiers, introduisant ainsi le travail en groupe.



© R. van der Laan

Sessions de travail

Groupe AFAT –

L'expert représentant la FAO, M. Paolo Prospero a introduit aux participants sept aspects liés au thème « AFAT », notamment ceux des émissions issues du bétail, des sols, de la riziculture, du chaulage et de l'urée, du brûlage de la biomasse, les pools carbonés ainsi que la biomasse vivante et la matière organique morte. Suite au cadre temporel restreint, l'expert n'a pas toujours pu aborder les aspects de façon aussi détaillée que ne l'auraient souhaité les participants. Les introductions théoriques ont été rythmées par des exercices pratiques souvent appliqués en binômes.

Groupe Déchets –

Suivant l'objectif de renforcer les capacités des participants à maîtriser les lignes directrices du GIEC 2006 tout en pratiquant l'opérationnalisation, Mme Céline Gueguen du CITEPA, référente pour les sujets liés au thème « déchets » a traité divers sujets spécifiques à cette thématique comme le stockage des déchets ainsi que traitement des eaux usées. Au vue de la contrainte de temps et de la totalité de la palette de sujets touchant au thème des déchets, pas tous les thèmes n'ont pu être abordés à un niveau individuel avec les participants. En conséquent, un grand nombre souhaiterait encore un approfondissement.

Enfin après que le cœur de l'atelier se soit conclu et avant de clôturer cette formation, les participants ont été invités à bénéficier d'un espace marché.

Espace marché des initiatives pour la Transparence

Lors de cette séance en format “espace marché” les participants ont été invités à s'informer autour des missions présentes sur quelques offres visant à renforcer les capacités techniques et institutionnelles qui facilitent la mise en place, le maintien et la consolidation du Cadre de Transparence Renforcé et du système MNV. Les participants ont été vivement encouragés à approfondir la connaissance de ces différents programmes mis à leur disposition.

Celles-ci sont brièvement réintroduit ici.

ICAT – Initiative for Climate Action Transparency

L'initiative pour la transparence de l'action climatique (ICAT), fondée en 2015, émerge de ce constat qu'il manque encore un cadre méthodologique commun de mesure, ainsi que de communication et de vérification des progrès réalisés et du besoin d'encourager plus de transparence, d'efficacité, de confiance, et d'ambition des politiques relatives au climat. L'ICAT **fournit aux décideurs** du monde entier des **outils** et un **appui** en vue de mesurer et d'évaluer l'impact de leurs actions climatiques. Cette initiative a pour **objectif** d'aider les gouvernements à **renforcer leurs capacités de mesure et d'évaluation des effets de leurs politiques** et de **communication publique des progrès réalisés** en offrant un cadre méthodologique pouvant s'appliquer dans diverses politiques transversales et sectorielles.

Comment ?

L'ICAT soutient les programmes de développement des capacités dans les pays **via des modules de formation** sur la mesure, la communication et la vérification des politiques et actions, ainsi qu'à travers le **partage des connaissances** en termes de bonnes pratiques et de leçons apprises.

- ▶ Pour en apprendre plus, visitez le site : <https://climateactiontransparency.org/>
- ▶ + Flyer de présentation, en version française ([PDF](#)).

CBIT – Capacity Building Initiative for Transparency

La **CBIT** répond à la demande des pays en développement de renforcer leurs capacités à la fois institutionnelles et techniques afin de satisfaire les exigences de transparence définies dans l'Article 13 de l'Accord de Paris.

À cet effet, cette initiative poursuit **trois objectifs** :

- **Renforcer les institutions** nationales pour les activités liées à la transparence conformément aux priorités nationales ;
- **Fournir les outils, la formation et l'assistance** nécessaires pour satisfaire aux dispositions dans le cadre de l'Article 13 de l'Accord de Paris;
- Aider à **l'amélioration de la transparence dans le temps**

Comment ?

La CBIT est gouverné par le Conseil du Fond pour l'Environnement Mondial (FEM - *Global Environment Facility* (GEF)) et le Secrétariat facilite et approuve la **mise en œuvre de projets**. En plus du pool de projets, **ladite plateforme de coordination mondiale du CBIT** (*CBIT Global Coordination Platform*) tend à mettre en place un **espace** qui maximise le **processus d'apprentissage entre pairs**, le **partage de connaissances**, facilite la **coordination** et appui la **gestion de l'initiative**.

► Pour en apprendre plus, visitez la plateforme de coordination global de la CBIT :

<https://www.cbitplatform.org/>

► Et pour toutes autres informations complémentaires:

<https://www.thegef.org/topics/capacity-building-initiative-transparency-cbit>

La FAO est une agence de mise en œuvre du GEF et a développé un projet mondial qui vise à fournir un appui aux pays pour le développement de différents projets CBIT au niveau national :

Le projet CBIT AFAT de la FAO pour la Transparence

Le secteur de l'Agriculture, Foresterie et autres Affectations des Terres (AFAT, AFOLU en anglais) représente globalement la 2^{ème} source majeure des émissions de GES après l'Énergie : 24% des émissions de GES, 50% dans les pays en développement.

Les composantes de l'objectif de ce projet:

- Renforcer les arrangements institutionnels pour une transparence accrue
- Renforcer la transparence dans la mesure, la notification et la vérification (MNV) des actions d'atténuation et dans le suivi et évaluation (S&E) du progrès des actions d'adaptation
- Partager les connaissances et coordonner les pratiques de la transparence (au niveau mondial)

Parmi les résultats attendus sont un ensemble d'outils autonomes afin de :

- Améliorer les outils existants d'analyse et synthèse, méthodologies et meilleures pratiques en matière de MRV et de S&E;
- Développer des nouveaux outils, de méthodologies et de meilleures pratiques mondiales pour répondre de manière adéquate aux directives 2006 du GIEC et respecter les exigences de l'*Enhanced Transparency Framework* (ETF).

► N'hésitez pas à consulter les présentations données lors de l'atelier, sur :

- La CBIT et les projets de la PNUD ([PDF](#))
- Le projet CBIT AFAT de la FAO pour la Transparence ([PDF](#))

Le réseau Sud-Sud sur le MNV et la Transparence en Afrique de l'Ouest

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), le Comité permanent inter-états pour la Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), l'Organisation Mondiale pour l'Alimentation, le FEM, le *Regional Centre for Renewable Energy and Energy Efficiency* (ECREEE) sont engagés dans l'opérationnalisation de ce réseau coordonné par le Programme Mondial de la PNUD et le RCC (Centre régional de coordination – Lomé).

Vision : "Créer un système MNV opérationnel d'ici 2020 dans les pays CEDEAO engagés dans le Réseau"

Objectives :

- **Faciliter les échanges de connaissance sur le MNV** ;
- **Soutenir les activités sur le renforcement de capacités** ;
- **Sensibiliser les institutions** nationales responsables de la collecte de données, la compilation des inventaires de gaz à effet de serre et archives.

Les **activités** menées au sein du réseau sont **subdivisées en deux domaines thématiques**:

1. **Collaborations pair à pair**;
2. **Activités de renforcement des capacités**.

► Pour en apprendre plus, n'hésitez pas à consulter la présentation donnée lors de l'atelier :

- Le réseau Sud-Sud sur le MNV et la Transparence en Afrique de l'Ouest ([PDF](#))

IM – Information Matters | « L'information compte » (GIZ)

Dans le cadre du projet IM, la GIZ, agissant pour le compte du Ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Protection de la Nature et de la Sécurité nucléaire (BMU), appuie des pays partenaires sélectionnés en vue de **renforcer leurs capacités internes pour améliorer la notification au titre de la CCNUCC**. Le projet met l'accent sur **la préparation des rapports biennaux actualisés (RBA)** et sur **le développement et la mise en place de systèmes MNV**.

Au cours de la première et deuxième phase du projet (2013-2018), un soutien a été apporté au Chili, à la Colombie, à la République dominicaine, à la Géorgie, au Ghana, aux Philippines et au Vietnam. Dans la troisième phase (2018-2019), le projet vise à soutenir aussi d'autres pays via sa facilité ad hoc.

Comment ?

L'une des caractéristiques principales du projet IM est de proposer une approche « sur mesure » à chaque pays : en consultation avec les pays partenaires, les besoins spécifiques pour la mise en place de systèmes MNV et la préparation d'inventaires nationaux des gaz à effet de serre (GES) sont identifiés, classés par ordre de priorité et traités dans le cadre d'ateliers et de formations sur le renforcement des capacités dans les pays.

Pour partager les leçons apprises et aider les pays dans leurs efforts de notification, plusieurs outils, formations et supports de connaissance ont été développés, et certains ont été présentés lors de l'atelier :

- le modèle de Rapport biennal actualisé (*BUR Template*)
- les bénéfices nationaux de la communication climat
- l'outil d'inventaire (*Stock-tacking tool*)

Plusieurs de ces outils et supports de connaissances mentionnés du projet IM sont disponibles en version française sur le site du Partenariat ainsi que sur la page dédiée à ce neuvième atelier.

► Pour en apprendre plus, visitez la page dédiée au projet :

<https://www.transparency-partnership.net/network/information-matters>

- + Flyer présentant le projet, disponible en version française ([PDF](#)).

Good Practice Database | La banque de donnée de bonnes pratiques (Partenariat de la Transparence dans l'Accord de Paris, PNUD & NDC Support Cluster)

Projet porté conjointement par le Partenariat de la Transparence dans l'Accord de Paris, le programme de la PNUD *Low Emission Capacity Building Programme* et le *NDC Support Cluster*, cette analyse d'initiatives a visé à mettre en place une **banque de donnée plurielle et diverse**. En effet, celle-ci présente, au travers de **différents contextes nationaux et régionaux, divers exemples de bonnes pratiques** visant à démontrer comment différentes politiques et action climatiques peuvent être développées et mise en œuvre.

► Pour en apprendre plus, visitez la page suivante :

<https://www.transparency-partnership.net/good-practice-database>

► Plus d'informations,

...sur le programme mentionné de la PNUD : <http://www.lowemissiondevelopment.org/>

...sur le *NDC Support Cluster* : <https://www.ndc-cluster.net/>

Programmes de formation (CCNUCC)

Le **Secrétariat de la CCNUCC** offre une **palette de programmes de formation** accessible via son système de gestion de l'apprentissage ou en anglais « *Learning Management System* ». Ceux-ci visent la **revue et l'analyse technique des contributions soumises par les Parties Annexe I et Non-Annexe**.

Les quatre programmes de formation à l'aide de cours en ligne sont les suivants :

- *Reviews of GHG Inventories of Annex I Parties* (6 cours et 1 séminaire)
- *Annual reviews under Article 8 of the Kyoto Protocol* (5 cours)
- *Reviews of biennial reports and national communications (BUR/NC) of Annex I Parties* (4 course)
- *CGE training programme "Technical analysis of biennial update reports (BUR) of developing country Parties"* (14 cours)

► Pour en apprendre plus, visitez la page suivante : <https://unfccc.int/fr/node/10765>

► Pour vous connectez directement au *Learning Management System* :

<https://climate.csod.com/client/climate/default.aspx>

Et n'hésitez pas à consulter la présentation donnée lors de l'atelier par M. Dominique Revet, représentant de la CCNUCC ([PDF](#)).

Calendrier 2019 :

Le Secrétariat CCNUCC a annoncé soutenir la participation de 7 experts nationaux des pays en voie de développement à la formation en ligne sur les lignes directrices 2006 du GIEC pour les inventaires nationaux qui est offerte par le *Greenhouse Gas Management Institute* de GES. Ces cours en ligne seront disponibles à partir du mois d'avril ou mai en français. Veuillez consulter la site web du Secrétariat.

Pour une vision détaillée du déroulement chronologique de l'atelier, veuillez trouver en **annexe I** le programme.

2.2 Messages clés résultants de l'atelier

Plusieurs défis connus et remis en lumière par les échanges qui ont eu lieu durant l'atelier ont pu être re-catégorisés et ont permis de développer quelques recommandations clés, ressortant aussi des attentes de l'atelier et du suivi attendu de celui-ci.

2.2.1 Principaux défis

- **Au niveau technique :**
 - La **connaissance théorique** et l'**appropriation du cadre méthodologique** lié aux enjeux des inventaires de GES offre un **potentiel d'amélioration**. La connaissance des lignes directrices 2006 et des différences avec celles de 1996 mérite d'être approfondie.
 - Le **processus de mise en œuvre dans la pratique** via l'**utilisation de l'outil du GIEC**, et plus spécifiquement de la version 2006, devrait être **développé et consolidé**.
 - La **phase de préparation des inventaires**, et particulièrement la collecte et le traitement des données, joue un **rôle primordial**.
- **Au niveau organisationnel et politique:**

Les défis peuvent être liés aux raisons suivantes :

 - **Manque de capacités en terme d'effectifs**, c'est-à-dire de ressources humaines et donc d'agents experts en la matière.
 - **Manque de soutien politique**, notamment pour le long terme. Cela nuit à la pérennisation du système MNV et de l'inventaire. Il y paraît que le système MNV et l'inventaire soient des sujets à faible intérêt politique. Le système demande un investissement régulier, et il n'a pas de retours politiques concrets en l'espace d'un mandat. En conséquence, l'organisation du système reste fragile.
 - L'**interaction** pouvant bénéficier au système se doit d'**être stimulée** à deux niveaux :
 - 1) **Intra-national** : une plus grande interaction entre les différents secteurs et le partage renforcé et institutionnalisé des données sont cruciaux.
 - 2) **Interétatique** : l'échange d'expériences entre pairs au travers du réseau du Cluster francophone peut renforcer le processus d'apprentissage et l'émergence de bonnes pratiques.
- **Au niveau du cadre institutionnel :**
 - La **formalisation d'une structure pérenne** est une **condition de succès de la mise en place d'un système MNV**. Une entité jouant le rôle de coordinateur et ayant le mandat politique pour ce rôle est crucial.
 - Le **degré de formalisation des dispositions institutionnelles, législatives et procédurales varie selon les pays**.



© A. Dupuy-Seltmann

2.2.2 Recommandations

Découlant des défis tant au niveau technique qu'organisationnel, les points suivants semblent primordiaux pour développer et consolider une base et un suivi durable du système national d'inventaire d'émissions de GES :

- ...assurer un approfondissement et une continuité dans l'utilisation des lignes directrices 2006 ;
- ...le développement de la formalisation cadrant l'opérationnalisation de ces systèmes ;
- ...identifier et communiquer les bénéfices nationaux de la politique nationale sur le climatique ;
- ...user des synergies bénéfiques à l'ouverture du potentiel d'atténuation ;
- et stimuler la valeur ajoutée apportée à l'ensemble par le réseau d'experts francophones d'Afrique.

| Utilisation des lignes directrices GIEC 2006 |

>> *Comment assurer l'approfondissement et la continuité dans l'utilisation des lignes directrices GIEC 2006 ?*

Les règles devenant plus stricts à partir de 2024 dans le Cadre de Transparence Renforcé, un travail plus systématique avec le logiciel pour accroître la connaissance de celui-ci semble nécessaire.

► Pour cela un travail en binôme au sein même des équipes nationales, c'est-à-dire entre les agents des ministères et les experts nationaux, peut être bénéfique pour le processus d'apprentissage. Cela assure le transfert des connaissances et que celles-ci s'établissent durablement dans l'institution. S'ajoutant à ces points, un accompagnement ad hoc au travers d'un support externe regroupant des experts répondant à des points techniques consoliderait l'apprentissage continu et l'échange.

Le Système national d'inventaire d'émissions de gaz à effet de serre du Maroc

M. Boucham (Coordinateur du Système National d'Inventaire des GES) a présenté lors de l'atelier le cas du Maroc au niveau de la formalisation de leur système national d'inventaire d'émissions de gaz à effet de serre (SNI-GES). Lors de sa présentation, il a pu se focaliser sur la pérennisation du système national d'inventaire en passant en revue l'aspect législatif.

Le Maroc a décidé d'augmenter le degré de formalisation avec la mise en place d'un décret. Cela permet de définir clairement qui sont les acteurs et à quelle(s) autorité(s) administrative(s) ils répondent. Le décret définit les interactions de ces structures en assignant des rôles et missions à chacun des agents concernés.

Le développement de celui-ci et le processus législatif ont pris deux années pour se réaliser.

► Pour plus de détails, voir la présentation de M. Boucham ([PDF](#)).

| Formalisation du système d'inventaire des GES |

>> *Comment consolider le développement de la formalisation nécessaire permettant de pérenniser l'opérationnalisation de ces systèmes?*

La formalisation du système d'inventaire peut consolider, structurer et augmenter la qualité de l'échange à l'intérieur de l'équipe nationale, mais aussi, le cas échéant, avec les consultants nationaux, ce qui en fait une étape clé pour poursuivre la pérennisation.

► L'analyse du questionnaire ex-ante met en lumière le binôme créé dans la majorité des cas par une équipe nationale et des consultants nationaux pour la préparation des inventaires. Ceci étant un premier

pas vers une structure pérenne, néanmoins un défi a été abordé de façon récurrente, le besoin de renforcement de capacités de ces équipes. Au vue des bénéfices pouvant être perçus par le maintien de ce type de structure, l'intérêt des experts directement concernés par ce processus est réel. Pour cela, bien qu'un soutien externe sous la forme de consultants nationaux entreprenant l'expertise technique, le contrôle de qualité et la coordination doivent pouvoir être assurés par le personnel responsable dans les structures étatiques. La formalisation permet aussi d'inscrire cette responsabilisation. Ceci demande aussi un investissement supplémentaire continue dans les ressources humaines.

| Les bénéfices nationaux de la communication d'information sur le climat |

>> *Comment communiquer et user des bénéfices apportés par le rapportage ?*

Les bénéfices additionnels pouvant être tirés par le processus de rapportage vont au-delà des seuls rapports périodiques soumis à la CCNUCC et peuvent avoir à ce titre un impact plus large et plus puissant, notamment en inscrivant dans le système des objectifs de développement durable (ODD).

► Tout en renforçant la banque de données nationales, l'information collectée permet la formulation de politiques cohérentes et d'aiguiller leur mise en œuvre d'une manière efficiente et efficace. Le rapportage des bénéfices nationaux de l'action climatique pourrait de plus accroître l'adhésion de l'opinion public, et donc des décideurs politiques. Finalement, cela crée un écosystème d'information regroupant des données cohérentes et solides. Celui-ci permettrait de faciliter l'accès aux financements nationaux et internationaux, et d'en motiver les placements.

| Ouvrir le potentiel des mesures d'atténuation |

>> *Comment user des synergies bénéfiques à l'ouverture du potentiel d'atténuation ?*

L'utilisation des lignes directrices 2006 du GIEC et la mise en place d'un inventaire ne sont pas une fin en soi et les multiples bénéfices cités au-dessus le démontrent. L'horizon 2020 dessine le cap d'un accroissement des ambitions fortement lié aux et porté par les données solides et cohérentes inscrites dans les Contributions Déterminées au niveau national (CDN). Dans le cadre des CDN, un inventaire fiable, systématique et actualisé permet l'identification de mesures d'atténuation reflétant le contexte national et la priorisation des actions à entreprendre.

En **annexe IV**, une synthèse aborde quelques-unes des différentes approches envisagées par les pays participants à l'atelier afin d'user de ce potentiel d'atténuation.

► Les pistes de réflexions restent à entretenir et cela montre que ce sujet pourrait être approfondi lors d'un prochain atelier, tout en s'accordant avec les aspects de l'adaptation.



© A. Dupuy-Seltmann

| L'entraide du réseau |

>> *Comment pérenniser l'animation de ce réseau d'experts francophones d'Afrique ?*

En maintenant l'échange d'expériences entre les pays, ce réseau d'experts francophones constitué de divers pays francophones d'Afrique offre un outil bénéfique à ses utilisateurs. À cet effet, une plateforme se voulant de stimuler les échanges a déjà pu être expérimentée. Malgré le fait que certains de ces outils développés par le passé n'ont pas eu des résultats fructueux, l'emphase retenue tant dans les attentes que dans l'évaluation faite après l'atelier, se concentre sur la pérennisation de l'usage de ce réseau.

► Développer à présent un laboratoire d'idées et d'actions animant ce réseau et qui consoliderait ses capacités semble donc un premier défi et besoin majeur pouvant provoquer un impact considérable.

En premier lieu et afin de renforcer la dynamique d'échange entre les experts une liste de contact a été partagée. Par la suite, d'autres moyens, comme un espace semblable à une plateforme permettant d'offrir un cadre concret pour cet échange, ont été abordés.

► Il a été demandé au Secrétariat du Partenariat de reprendre contact dans les 6 mois suivant l'atelier et de faire un état des lieux à partager avec les participants.



© A. Dupuy-Seltmann

3. Annexes

Annexe I – Agenda final de l’atelier

Séance	Agenda - jour 1		
0	8h30 - 9h00	Accueil et enregistrement des participants	Organisateurs
1	9h00 - 10h00	<p>Ouverture de l’atelier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Introduction et accueil par Mme Madeleine Diouf Sarr - Introduction par le Partenariat – Klaus Wenzel - Présentation des objectifs de l’atelier par El hadji Mbaye Diagne et Ruben van der Laan <p>Interactivité pour apprendre à se connaître & échange sur les attentes, la mise en valeur de l’atelier et le suivi de l’atelier</p>	<p>Pays hôte</p> <p>Partenariat</p> <p>Facilitateurs</p>
2	10h00 - 11h00	<p>Retour sur les résultats de la COP de Katowice – Dominique Revet</p> <p>Où en est-on, où va-t-on sur la transparence des inventaires GES des NAI?</p> <p>Interactivité sur les conséquences des résultats et de leur mise en œuvre pour les pays présents</p>	<p>CCNUCC</p> <p>Facilitateur</p>
	11h00- 11h30	Pause-café	
3	11h30 - 12h30	<p>Présentation du logiciel d’inventaire du GIEC par Sabin Guendehou</p> <p>Interactivité sur l’état des lieux de l’utilisation de chaque pays du logiciel d’inventaire du GIEC</p> <p>Présentation de l’outil de compilation de l’inventaire du Maroc par Abdelrhani Boucham</p>	<p>GIEC</p> <p>Représentants de pays</p> <p>Maroc</p>
	12h30 - 13h30	Déjeuner	
4	13h30 - 14h00	<p>Préparation au travail de groupe</p> <p>Interactivité sur l’état des lieux sur les thèmes des groupes de travail (déchets par Céline Gueguen et AFAT par Paolo Prospero).</p>	Facilitateur

5	14h00 - 15h00	<i>Méthodologies GIEC - théorie et mise en pratique</i>		Facilitateur CITEPA FAO
		Travail en groupe 1 : Déchets solides - <i>Méthodologie Tier 1</i> - <i>Transparence</i> - <i>Traçabilité</i> - <i>Cohérence temporelle</i> - <i>AQ/CQ</i>	Travail en groupe 2 : AFAT <i>Thème bétail</i>	
	15h00 - 15h30	Pause-café		

6	15h30 - 17h00	<i>Méthodologies GIEC - théorie et mise en pratique</i>		Facilitateur CITEPA FAO Retours pays
		Travail en groupe 1 : Stockage - <i>Données d'activité</i> - <i>Cinétique de dégradation (principes)</i>	Travail en groupe 2 : AFAT <i>Thème émissions issues des sols</i>	
	19h00	Dîner		
Séance	Agenda - jour 2			
7	9h00 - 10h30	<i>Méthodologies GIEC - théorie et mise en pratique</i>		Facilitateur CITEPA FAO Retours pays
		Travail en groupe 1 : Stockage <i>Cinétique de dégradation (application Excel)</i>	Travail en groupe 2 : AFAT <i>Thème émissions issues du riz, chaulage, urée</i>	
	10h30- 11h00	Pause-café		
8	11h00 - 12h30	<i>Méthodologies GIEC - théorie et mise en pratique</i>		Facilitateur CITEPA FAO Retours pays
		Travail en groupe 1 : Stockage - <i>Cinétique de dégradation (Application IPCC Tool)</i>	Travail en groupe 2 : AFAT <i>Thème émissions issues du brûlage de la biomasse</i>	
	12h30 - 13h30	Déjeuner		
9	13h30 - 14h00	<i>Retour sur les discussions du matin</i> <i>Interactivité sur les leçons apprises dans les groupes de travail</i>		Facilitateurs Tous
10	14h00 - 15h30	<i>Méthodologies GIEC - théorie et mise en pratique</i>		Facilitateur

		Travail en groupe 1 : <i>Eaux usées</i> - <i>Données d'activité</i> - <i>Méthodologie</i>	Travail en groupe 2 : AFAT <i>Aperçu du secteur de la For- resterie et Autres Affecta- tions de Terres</i> <i>Thème pools carbone et re- présentation de terres</i>	CITEPA FAO Retours pays
	15h30 - 16h00	Pause-café		
11	16h00 - 17h00	<i>Méthodologies GIEC - théorie et mise en pratique</i>		
		Travail en groupe 1 : Eaux usées - <i>Application IPCC Tool</i>	Travail en groupe 2 : AFAT <i>Aperçu du secteur de la Fo- resterie et Autres Affecta- tions de Terres</i> <i>Thème pools carbone et re- présentation de terres</i>	
	19h00	Dîner		
	Agenda - jour 3			
12	9h00 - 09h30	<i>Méthodologies GIEC - théorie et mise en pratique</i>		
13	9h30 - 11h15	Travail en groupe 1 : Autres traitements des déchets solides - <i>incinération</i> - <i>traitements biolo- giques</i>	Travail en groupe 2 : AFAT <i>Thème Biomasse vivante et matière organique morte</i>	Facilitateur CITEPA FAO Retours pays
	11h15- 11h45	Pause-café		
14	11h45 - 12h30	Travail en groupe 1 : Déchets <i>Conclusions</i>	Travail en groupe 2 : AFAT <i>Conclusions</i>	Facilitateur CITEPA FAO Retours pays
	12h30	Déjeuner		
15	13h30 - 14h45	Cadres institutionnels dans les pays Comment les pays vont-ils œuvrer pour identifier des me- sures d'atténuations sur base de leurs inventaires ? Où en est la formalisation du cadre institutionnel et quelle est l'approche choisie ? Quand pensent-ils soumettre leurs RBA (BUR) ?		Retours de pays

16	14h45 - 15h30	<p>Présentations de rapports d'intérêts pour les participants avec une Espace Marché</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les stands avec présentation d'outils, études : <ul style="list-style-type: none"> ○ GIZ (Klaus Wenzel / Amélie Dupuy-Seltmann) ○ FAO (Paolo Prospero) ○ GSP - CBIT (Saverio Ragazzi / Valerio Arroyave) ○ ICAT (Fatima-Zahra Taibi) ○ SPF Santé Publique Belgique (Samuel Buys) ○ CITEPA (Céline Gueguen) ○ CCNUCC (Dominique Revet) - 	PATPA, FAO RCC-CCNUCC CITEPA Et autres
17	15h30 - 16h00	<p>Évaluation et mots de clôtures</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour le partenariat - Samuel Buys - Pour le pays hôte – Ousmane Fall Sarr 	Cluster FR

Country	Submissions					NC IMPLEMENTATION STATUS/ EXPECTED DATE OF SUBMISSION (1)	BUR IMPLEMENTATION STATUS/ EXPECTED DATE OF SUBMISSION (1)	Implementing Agency	BUR to be submitted (according to participants)	CBIT	ICAT	Belgium NDC-Initiative	Information Matters	GSP	NDC-Partnership Status of country engagement process	FAO	CITEPA
	NC	ZNC	3NC	BUR	ZBUR												
ALGERIE	Apr 01	Nov 10				Request for funding TNC and BUR 1 project approved by GEF CEO on 10-May-2018.		UNDP	dans 24 mois				Waste sector inventory workshop planned (05-09/2019)				Training on 2006 IPCC methodologies (2015) Contribution to the implementation of the inventory system
BENIN	Okt 02	Nov 11				Mär 19	Jun 19	UNEP	dans 6 mois				19.-21.11.18: BUR-Review (partly), workshop on data management	QA review GHG inventories (oct. 2018); Assessment of national MRV system ; 3 participants passed the Introductory course of GHGMI	not yet started	QA review GHG inventory of the TNC (oct. 2018)	
BURKINA FASO	Mai 02	Apr 15				Nov 20	Jan 20	UNEP	dans 12 mois	UNEP: Concept Approved			27.-29.06.18: Workshop on MRV-system requirements	Assessment of national MRV system ; Interest in a 2006 IPCC GL and Software workshop; 2 participants passed the Introductory course of GHGMI	Scoping mission 18-25.02.19		
BURUNDI	Nov 01	Jun 10				Okt 19	Under process for requesting funds	UNEP	dans 24 mois						Not yet started	Global CBIT-AFOLU candidate pilot country	
CAMEROUN	Jan 05	Mär 16				Under process for requesting funds		UNEP	dans 24 mois			Proposal for National Inventory System (Institutional arrangements) + GHG inventory CB program to be finalized in S1 2019	Interest in a waste sector inventory workshop		Not yet started		National Inventory System (Institutional arrangements) + Training on 2006 IPCC methodologies (2018)
COMORES	Apr 03	Jun 13				Under process for requesting funds	Dez 19	UNEP	dans 12 mois								
CONGO	Okt 01	Nov 09				Apr 20	Under process for requesting funds	UNEP	inconnu						Not yet started		Review of the NC2 (2010-2011)
COTE D'IVOIRE	Feb 01	Apr 10	Dez 17	Jul 18		Under process for requesting funds		UNEP	(Jul 20)	UNDP : Concept Approved		PAM (adaptation) CB program implemented throughout 2018 and 2019 (intégration de CC in planning for agriculture and forestry sectors)	QA review GHG inventories (sept 2018); Assessment of national MRV system; 3 participants passed the Introductory and the sectorial course of GHGM	Kick-off workshop and scoping mission on 20-23.04.18. Partnership Plan Workshop 19-20.11.18			
DJIBOUTI	Jun 02	Feb 14				Dez 18	Under process for requesting funds	UNEP	inconnu								
GABON	Dez 04	Dez 11				Dez 18	Nov 19	UNEP	dans 12 mois						Scoping mission on 16.07.18		Review of the NC2 (2012)
GUINEE	Okt 02	Okt 18				Process for requesting funds has not started	Mär 20	UNEP	dans 24 mois					2 seats were given for GHGMI course: didn't finish	Not yet started	Global CBIT-AFOLU candidate pilot country	
MADAGASCAR	Feb 04	Dez 10	Nov 17			Under process for requesting funds		UNEP	dans 24 mois	CI: Concept Approved				Assessment of national MRV system;			
MALI	Nov 00	Mai 12	Aug 18			Process for requesting funds has not started	Nov 19	UNDP	dans 24 mois				12.-16.03.18: GHG inventory workshop energy + AFOLU	2 participants passed the Introductory course of GHGMI	Partnership Plan Workshop on 04.10.18	12.-16.03.18: GHG inventory training workshop AFOLU; Global CBIT-AFOLU candidate pilot country	
MAROC	Nov 01	Nov 10	Mai 16	Mai 16		Dez 20	Dez 18	UNDP	(Mai 18)	UNDP : Concept Approved	Support agreement signed			1 participant passed the Introductory and the sectorial course of GHGM	Scoping Mission on 15.01.18. Partnership Plan published on COP 24.	Implementation of an FAO TCP project for developing Tier2 Efs for enteric fermentation	National Inventory System (Institutional arrangements) + capacity building and trainings on 2006 IPCC methodologies (2014-2018)
NIGER	Nov 00	Dez 09	Jan 17			Request for funding FNC project approved by GEF CEO on 10-May-2018	Dez 20	UNDP	dans 24 mois			Development of National Inventory tool + CB in using the tool, started jan 2019, until mid 2020	16.-19.07.18: Stock-taking and workshop on Inventory- and MRV-System, Roadmap	Assessment of national MRV system; 2 seats were given for GHGMI course: they failed the exam			Development of National Inventory tool + capacity building and trainings on 2006 IPCC methodologies (starting in 2019)
RCA	Jun 03	Feb 15				Dez 20	Under process for requesting funds	UNEP	dans 24 mois								
REPUBLIC DEMOCRATIC DU CONGO	Nov 00	Nov 09	Apr 15			Under process for requesting funds	Dez 19	UNEP	inconnu						Not yet started	QA review GHG inventory of the first BUR (oct. 18)	
SENEGAL	Dez 97	Sep 10	Jan 16			Process for requesting funds has not started	Under process for requesting funds	UNEP	dans 12 mois		Support agreement signed			Assessment of national MRV system; Interest in a MRV workshop on institutional arrangements; 1 participant passed the Introductory and 2 sectorial courses of GHGM, 3 others seats were given: didn't finish		Global CBIT-AFOLU candidate pilot country	
TCHAD	Okt 01	Jun 13				Nov 19	Under process for requesting funds	UNEP	inconnu					2 seats were given for GHGMI course: didn't finish	Not yet started		
TOGO	Dez 01	Sep 11	Nov 15	Sep 17		Jun 21	Jun 21	UNDP	(Sept 19)	UNEP: Concept Approved				Assessment of national MRV system; 2 seats were given for GHGMI course: didn't finish	Not yet started		
Pays non participants au 9ième Atteiler du Cluster																	
HAITI	Jan 02	Okt 13				Dez 19	Dez 19	UNEP		UNDP : Working on the proposal				2 seats were given for GHGMI course: They are still active			
LIBAN	Nov 99	Mär 11	Nov 16	Okt 15	Okt 17	Under process for requesting funds		UNDP	(Oct 19)	UNDP : Concept Approved				Bilateral exchange with Armenia on transparency (Sep 2018); 4 participants passed the Introductory and the sectorial course of GHGM			
MAURITANIE	Jul 02	Dec 08	Oct 14	Mar 16					(Mar 18)								
TUNISIE	Okt 01	Feb 14		Dez 14	Dez 16	Under process for requesting funds		UNDP	(Dec 18)		Letter of interest received			2 seats were given for GHGMI course: 1 didn't finish and the other is still active	NDC Roadmap in preparation		National Inventory System (Institutional arrangements) + capacity building and trainings on 2006 IPCC methodologies (2010-2013)

[1] This information was provided for the GEF survey on September 2018

Annexe III – Synthèse analytique de l'état d'institutionnalisation des inventaires de GES

Au cours de l'atelier, les participants ont eu l'occasion d'aborder la thématique du cadre institutionnel pouvant structurer le système d'inventorisation des émissions de GES d'une manière durable. Cela a eu pour but de **visualiser l'état des lieux de ce processus dans les pays respectifs**, et **d'apprendre entre pairs en comparant les différentes approches**. Cette synthèse vise à résumer les grandes lignes de ce court état des lieux.

Plusieurs niveaux d'acteurs peuvent être impliqués dans le processus d'inventorisation et ont été cités par les participants. On note de façon systématique une institution principale sous le Ministère de l'Environnement regroupant une équipe nationale, souvent en lien avec des consultants locaux qui forme le noyau de l'action. Selon les contextes étatiques, la mobilisation d'une plus grande chaîne d'acteurs est soit déjà mise en place, soit le sera dans le court ou moyen terme. Cette chaîne d'acteurs concentre, d'une part, les agents en charge de coordonner ou de piloter les processus, autour d'instances telles qu'un comité ou une autorité national(e), ou encore pour le pilotage, une agence nationale. Et puis d'autre part, les agents impliqués dans l'aspect technique d'inventorisation, autour d'entités telles que les universités, laboratoires ou consultants locaux.

Les cadres institutionnels structurant l'implication de ces divers acteurs de ces champs opérationnels divergent selon les avancées du système d'inventaire d'émissions de GES et les spécificités institutionnelles des pays. Un nombre restreint de pays, soit environ 15%, se situe dans la phase de réflexion ou n'a pas souhaité partager d'informations à ce stade. Dans environ plus de 30 % des cas, les pays sont en phase de formalisation. Cela qu'ils sont en train de développer les outils aiguillant la mise en place d'un dispositif procédural ou législatif, tel qu'une loi, un décret, ou des protocoles d'accords sectoriels. Enfin, dans le reste et la majorité des cas, un cadre institutionnel structure déjà les processus, cependant le degré de son développement diverge selon les pays. Certains visent, soit à l'approfondir, soit à le transformer pour inciter la responsabilisation d'autres acteurs dans l'inventorisation, comme pour former des experts nationaux afin de contrebalancer le rôle des consultants locaux.

Annexe IV – Synthèse analytique du rôle des inventaires de GES dans l'identification des mesures d'atténuation

En chiffrant les émissions de GES, les inventaires aiguillent les pays dans leur gestion efficace et effective des rejets de ces émissions. Par ce biais, cet outil œuvre également pour les politiques et actions climatiques visant à atténuer les effets du changement climatique.

Le rôle des inventaires d'émissions de GES pour identifier les potentielles mesures d'atténuation est donc central et les participants ont pu développer les pistes de réflexions suivantes à ce sujet-là.

En premier lieu l'inventaire, de par l'état des lieux qui est fait à différentes échelles et de façon systématique des émissions de GES d'un pays, permet d'évaluer l'évolution de ces émissions et de cibler les différents secteurs les plus émetteurs à un instant t et à travers le temps. De ça peut donc découler une analyse (inter-)sectorielle éclairant les éléments prometteurs pouvant participer à la

réduction d'émissions de GES. Cette analyse faite, plusieurs pays ont évoqué son utilité pour justifier la priorisation des différentes actions d'atténuation, ce qui place cet outil comme un appui d'aide à la prise de décisions. Cette prise de décision ensuite se traduit par des propositions de politiques, de plans, de stratégies et/ ou d'actions à mettre en œuvre.

Les participants ont également illustré leurs pistes de réflexions par des exemples concrets, notamment dans les secteurs abordés lors de l'atelier : celui des déchets et de l'AFAT. Au niveau des déchets, ont été mentionné le ciblage du système de traitement et de conservation des déchets (solides), ou encore, le choix du traitement des eaux usées. Au niveau de l'AFAT, pour certains pays, cela signifie de mettre en lumière la protection et l'extension du patrimoine forestier dans le cadre de la valorisation de la protection et de l'amélioration des puits GES et réservoirs des GES. Le développement de l'économie circulaire a aussi été nommé dans ce cadre-là. Pour ce faire, il a aussi été identifié que ce ciblage de certains secteurs, et le développement de plan d'actions nécessite aussi d'autres outils pour leur mise en œuvre. Les inventaires permettent donc aussi de valoriser le besoin technologique et financier dans certains cas pour effectuer ces actions d'atténuation et d'en faire un suivi pour les approfondir.

Finalement, la fonction informative de l'inventaire a été évoqué de façon récurrente, mettant les citoyens au courant des progrès atteints dans les mesures d'atténuation.